

// le dossier pratique

Comment aborder un contrôle de la Cnil ?

L'entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGPD) a donné un nouvel élan aux contrôles effectués par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). Moins connus que les contrôles de l'inspection du travail ou de l'Urssaf, car moins fréquents, ces contrôles ne doivent pas être négligés au regard des enjeux encourus en cas de manquement aux règles protectrices des données personnelles collectées. Le point dans de dossier pratique.

Dossier réalisé par la rédaction de Social Pratique

1 Cadre d'intervention du contrôle de la Cnil

QUEL EST LE RÔLE DE LA CNIL ?

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) est une **autorité administrative indépendante** chargée d'assurer le **contrôle national** de l'application du **Règlement général sur la protection des données** (RGPD), entré en vigueur depuis le 25 mai 2018 (*Règl. UE n° 2016/679 du 27 avril 2016*; v. *le dossier pratique - Libertés n° 101/2017 du 2 juin 2017 et le dossier pratique - Libertés n° 40/2018 du 28 février 2018*). La Commission a notamment pour rôle (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 8*):

- d'**informer** sur les **droits et obligations** en matière de **protection des données personnelles**;

- de **veiller** à ce que les **traitements** de données à caractère personnel soient **mis en œuvre conformément aux dispositions légales et réglementaires** ainsi qu'au droit de l'Union européenne.

Dans ce cadre, elle est amenée à traiter des **réclamations, pétitions et plaintes**. Elle peut également procéder à des vérifications portant sur les traitements de données à caractère personnel.

Pour ce faire, elle dispose d'agents de contrôle habilités. Ceux-ci sont astreints au secret pour tous les faits, actes ou renseignements dont ils peuvent prendre connaissance dans le cadre de leurs fonctions (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 10 et 11*).

QUELLES SONT LES ENTREPRISES POUVANT FAIRE L'OBJET D'UN CONTRÔLE DE LA CNIL ?

Le contrôle de la Cnil peut être exercé auprès de **tous les organismes**, quelle que soit leur taille, qui **traitent des données personnelles** (c'est-à-dire, par exemple, qui les collectent, les stockent, les modifient, les conservent, etc.) et **qui disposent d'un établissement en France, ou qui traitent des données concernant des personnes résidant en France** (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 3*).

Sont également visés les **sous-traitants** qui traitent des données personnelles pour le compte d'autres entreprises.

C'est le **président de la Cnil** qui prend la **décision** de procéder à un **contrôle** sur proposition des services de la commission. La mise en œuvre des contrôles par la Cnil dépend notamment:

- du programme annuel des contrôles défini chaque année par la Cnil et porté à la connaissance du grand public. Au titre de l'année 2020, les thématiques prioritaires sont les données de santé, l'usage des données de géolocalisation pour faciliter la vie quotidienne, ainsi que les cookies et autres traceurs. Il est prévu que ces thématiques représentent environ 20 % des contrôles menés par la Cnil;

- des réclamations et signalements visant un organisme;

- des sujets révélés dans l'actualité;

- des procédures de contrôle clôturées, des mises en demeure et des sanctions notifiées, le contrôle intervenant, dans ce cas, dans le cadre d'une vérification de mise en conformité et de respect de la mesure prononcée.

À NOTER En 2019, la Cnil a réalisé 300 contrôles dont 169 sur place, 53 en ligne, 45 sur pièces. Ces contrôles ont été réalisés : pour 43 % suite à des plaintes ou signalements, sachant qu'en 2019, la Cnil a reçu plus de 14 000 plaintes (contre 11 000 plaintes en 2018) ; pour 31 % à l'initiative de la Cnil ; pour 21 % en application du programme annuel de contrôle de la Cnil ; pour 5 % à la suite de mises en demeure ou de procédures de sanction.

2 Modalités de contrôle

QUELS SONT LES AGENTS QUI ASSURENT LE CONTRÔLE ?

Parmi les agents de la Cnil, certains sont **habilités** pour participer à la mise en œuvre des **missions de vérification** (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 10). Cette habilitation leur est délivrée pour une durée de **cinq ans renouvelables**. Toutefois, afin de pouvoir effectuer des visites ou des vérifications au sein d'un organisme, l'agent de contrôle ne doit **pas détenir d'intérêt direct ou indirect**, ni exercer des fonctions ou une activité professionnelle ou détenir un mandat au sein de l'organisme. Cette exigence s'étend également aux trois années précédant la visite ou la vérification (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 18).

La personne qui fait l'objet d'un contrôle ou d'une vérification peut demander aux agents de contrôle leur ordre de mission et leur habilitation à procéder aux contrôles (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 26). Les agents de contrôle ont la **possibilité de se faire assister**, dans leurs opérations de vérification, par des **experts** (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, III ; D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 35). C'est le président de la Cnil qui définit l'objet de l'expertise et fixe le délai de réalisation de celle-ci. Les expertises sont menées de manière **contradictoire**, ce qui signifie que le responsable du traitement (l'employeur) y prend part et a la possibilité de faire part de ses observations. Il reçoit aussi copie du rapport d'expertise établi.

À NOTER Les membres de la Cnil peuvent également procéder aux opérations de vérification et de contrôle. Ils n'ont pas besoin d'être habilités.

QUELS SONT LES TYPES DE CONTRÔLES QUE LA CNIL PEUT EFFECTUER ?

La Cnil peut être amenée à effectuer quatre types de contrôles, qui peuvent d'ailleurs se cumuler (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19) :

- le **contrôle sur place** : il se déroule au sein de l'entreprise ;
- le **contrôle sur convocation** : le responsable du traitement (l'employeur) peut également être entendu sur convocation des agents de la Cnil, lesquels ont la possibilité d'entendre toute personne susceptible de lui fournir tout renseignement ou justification utile ;
- le **contrôle sur pièces** : les agents demandent communication d'un certain nombre de documents et informations ;
- le **contrôle en ligne** : les vérifications sont faites directement dans les locaux de la Cnil et portent sur les services de communication au public en ligne (site internet, application mobile par exemple) lorsque des

données y sont directement accessibles ou rendues accessibles, y compris par imprudence, négligence ou fait d'un tiers.

LA CNIL DOIT-ELLE ADRESSER UN AVIS PRÉALABLE À LA MISE EN ŒUVRE D'UN CONTRÔLE SUR PLACE ?

■ Absence de notification préalable

En cas de **contrôle sur place**, la Cnil n'est **pas tenue de prévenir préalablement** le responsable des lieux au sein desquels le contrôle est effectué : celui-ci doit en effet être informé au plus tard lors de l'arrivée sur place de l'agent de contrôle (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 26). En revanche, la Cnil doit préalablement informer par écrit le procureur de la République territorialement compétent, au plus tard 24 heures avant la date à laquelle le contrôle doit avoir lieu, l'avis devant préciser la date, l'heure, le lieu et l'objet du contrôle (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, I ; D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 25).

■ Informations données au plus tard lors du contrôle

Au plus tard à son arrivée sur place, la Cnil doit informer le responsable des lieux, ou son représentant (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 26) :

- de l'**objet des vérifications** qu'elle entend entreprendre ;
- de l'**identité** et de la qualité des **personnes en charge du contrôle** ;
- et du **droit** dont il dispose de **s'opposer** à la visite (*v. ci-après*). Dans certains cas, toutefois, l'exercice du droit d'opposition est exclu. Si l'employeur n'est pas présent, ces informations peuvent être portées à sa connaissance dans les 15 jours suivant le contrôle.

QU'EST-CE QUE LE DROIT D'OPPOSITION AU CONTRÔLE ?

■ Exercice du droit d'opposition

Lors d'un contrôle sur place, le **responsable des lieux** doit être **informé** qu'il dispose du droit de s'opposer à la mise en œuvre du contrôle (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, II). À défaut, cela rend la **procédure de contrôle irrégulière** et permet, subséquemment, d'**annuler** toute décision de **sanction** prise sur le fondement du contrôle effectué (CE, 7 juillet 2010, n° 309721).

En cas d'exercice du droit d'opposition au contrôle, le **président** de la Cnil doit **saisir le Juge des libertés et de la détention (JLD)** du **tribunal judiciaire** pour lui demander d'**autoriser la visite sur place**. Le JLD doit **statuer** dans un délai de **48 heures**, et rend une ordonnance autorisant la visite sur place, qui doit comporter :

- l'adresse des lieux à visiter ;
- le nom et la qualité du ou des agents habilités à procéder aux opérations de visite et de contrôle ;
- les heures auxquelles ils sont autorisés à se présenter.

C'est cette **ordonnance** qui est **notifiée sur place**, au moment de la visite ; une copie intégrale de l'ordonnance est remise au responsable des lieux, contre récépissé ou émargement du procès-verbal de visite. Le responsable des lieux se voit à cette occasion notifier les voies et délais de recours contre l'ordonnance, et également contre le déroulement des opérations de vérification.

À NOTER Si le responsable des lieux n'est pas sur place, l'ordonnance lui est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou, si cette notification n'est pas reçue, par signification par voie d'huissier.

La **visite** se déroule alors sous l'autorité et le contrôle du JLD, en présence de l'occupant des lieux qui a la possibilité de se faire **assister** par un conseil de son choix, ou en présence de deux **témoins** qui ne sont pas placés sous l'autorité des personnes chargées du contrôle (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 27 à 29).

■ Recours contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention

L'ordonnance rendue par le JLD peut faire l'objet d'un **appel** devant le **premier président** de la **cour d'appel**, dans les **15 jours** suivant la notification de l'ordonnance. Cet appel n'a pas d'effet suspensif.

Le responsable des lieux a également la possibilité de **saisir** le **JLD** qui a rendu l'ordonnance, afin de lui demander de **suspendre** ou **arrêter** la visite ordonnée. Cette saisine n'a pas non plus d'effet suspensif.

Il peut enfin, **à l'issue** des opérations de **contrôle**, faire un **recours** devant le **premier président** de la **cour d'appel** contre le **déroulement** des opérations de visite ordonnées par le JLD. Ce recours doit être formé dans les **15 jours** suivant la notification du procès-verbal de la visite (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 27 à 29).

DANS QUELLES SITUATIONS LE DROIT D'OPPOSITION AU CONTRÔLE EST-IL EXCLU ?

En cas d'**urgence**, de **gravité** des **faits** à l'origine du contrôle ou de risque de destruction ou de dissimulation de documents, la **Cnil** peut **saisir** le **JLD** d'une **demande d'autorisation préalable de visite** qui, lorsqu'elle est délivrée, permet aux agents de contrôle de mettre en œuvre la visite sans que le responsable des lieux n'en ait été informé (L. n° 78-17 du 8 janvier 1978, art. 19, II). L'exercice du droit d'opposition est dans ce cas exclu. Pour autant, comme c'est le cas lorsque le droit d'opposition est exercé, le responsable des lieux peut faire un **recours** auprès du **premier président** de la **cour d'appel**, dans un délai de **15 jours** suivant la notification de l'ordonnance d'autorisation de visite. Il peut également saisir le **JLD** d'une **demande de suspension ou d'arrêt** de la **visite**, et former un recours auprès du premier président de la cour d'appel contre le déroulement des opérations de contrôle (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 27 à 29).

DE QUEL DROIT D'ACCÈS AUX LOCAUX DISPOSENT LES AGENTS DE CONTRÔLE DE LA CNIL ?

Les agents de contrôle de la Cnil disposent d'un droit d'accès aux locaux servant à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel de 6 heures à 21 heures (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, I).

À NOTER Pour pouvoir accéder aux parties des locaux qui seraient affectées au domicile privé, la Cnil doit demander une autorisation préalable du JLD. Cette demande est formée suivant les mêmes modalités qu'en cas d'exercice, par le responsable des lieux, de son droit d'opposition. L'autorisation peut donc également faire l'objet d'un recours (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, I).

À QUELLES INFORMATIONS LES AGENTS DE CONTRÔLE PEUVENT-ILS AVOIR ACCÈS ?

Les agents de contrôle peuvent demander la communication de **tous** les **documents** qui sont **nécessaires** à l'accomplissement de leur **mission**, quel qu'en soit le support. Ils peuvent d'ailleurs en prendre une **copie** (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, III). Ils peuvent également accéder aux **programmes informatiques** et aux données et en demander la **transcription** dans des documents directement utilisables pour les besoins du contrôle.

Ils ont la possibilité de **s'entretenir** avec les **membres du personnel** pour obtenir tout renseignement et toute justification utiles et nécessaires à leur mission. Ces échanges peuvent se faire sur place, mais également sur audition (v. ci-après).

LE SECRET PROFESSIONNEL OU MÉDICAL PEUT-IL ÊTRE OPPOSÉ AUX AGENTS DE LA CNIL ?

Le **secret** ne peut, **en principe**, **pas être opposé** aux agents de contrôle de la Cnil (L. n° 78-17, 6 janv. 1978, art. 19, III). Par **exception**, il est cependant possible d'opposer :

- le **secret professionnel** applicable aux relations entre un **avocat** et son client ;
- le secret des **sources** des **traitements journalistiques** ;
- et le **secret médical** pour les informations contenues dans les traitements relatifs à la médecine préventive, à la recherche médicale, aux diagnostics médicaux, à l'administration de soins ou de traitements, ou à la gestion de service de santé. La communication des données médicales individuelles ne peut alors se faire que sous l'autorité et en présence d'un médecin (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 36).

À NOTER Lorsque le secret professionnel est opposé dans le cadre d'un contrôle, l'agent de contrôle doit le mentionner dans le procès-verbal qu'il établit, en précisant les dispositions législatives ou réglementaires auxquelles la personne interrogée se réfère, ainsi que la nature des données qu'elle estime couvertes par le secret (D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 37).

QUELLES SONT LES CONDITIONS ENCADRANT LES AUDITIONS SUR CONVOCATION ?

Si les agents de contrôle peuvent entendre sur place toutes personnes en vue de se voir fournir tous renseignements ou justifications utiles pour l'accomplissement de leur mission, ce recueil d'informations peut également intervenir dans le cadre d'une audition (L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, III ; D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 34).

Ils doivent dans ce cas, adresser **préalablement** une **convocation** par lettre recommandée avec accusé de réception, lettre remise en main propre contre récépissé ou acte d'huissier, qui doit parvenir à son destinataire **au moins huit jours avant la date d'audition**. La convocation doit préciser que la personne a la possibilité de se faire assister par son conseil habituel dans le cadre de cette audition.

À l'issue de l'audition, un **procès-verbal** est dressé, comme c'est le cas à l'issue du contrôle sur place (v. ci-après). Si la personne ne se rend pas à l'audition, un procès-verbal de carence est dressé.

QUELLES SONT LES MODALITÉS DE CONTRÔLE EN LIGNE ?

Les agents de contrôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés peuvent **consulter les données librement accessibles en ligne ou rendues accessibles**, y compris par imprudence, par négligence ou par le fait d'un tiers, à partir d'un service de communication au public en ligne, comme, un site internet ou une application mobile, ou un produit connecté. À cet effet, ils peuvent accéder et se maintenir dans des systèmes de traitement automatisés de données, le temps de procéder aux constatations. Ils peuvent, dans ce cadre, **retranscrire les données** dans des documents directement utilisables pour les besoins du contrôle (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, III*).

Contrairement aux contrôles sur place, le contrôle en ligne peut être réalisé sous une **identité d'emprunt**, sans que cela puisse remettre en cause la régularité des constatations effectuées. En revanche, ils ne peuvent pas, dans le cadre des opérations qu'ils effectuent, inciter à commettre une infraction, sauf à encourir la nullité des constatations effectuées.

Lorsqu'ils font usage d'une identité d'emprunt, les agents de contrôle doivent dresser un **procès-verbal** des opérations en ligne réalisées, des modalités de consultation et d'utilisation de ces services, des réponses obtenues et de leurs constatations. Ils y annexent les pages pertinentes du site, ainsi que toute autre information liée aux constatations effectuées. Le procès-verbal est transmis à l'employeur (*D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 33*).

En pratique, ce type de contrôle permet notamment de **vérifier** la présence de **cookies**, de **traceurs**, et de s'assurer que l'**obligation d'information** sur la collecte des données est bien **respectée**. Le plus souvent, après signalement, la Cnil réagit très rapidement en procédant à la constatation de la violation et en contactant l'auteur de cette violation dans les heures suivant le signalement (*Rapport d'activité de la Cnil, 2019; v. l'actualité n° 18080 du 15 juin 2020*).

UN PROCÈS-VERBAL EST-IL DRESSÉ À L'ISSUE DU CONTRÔLE ?

À l'issue du contrôle, l'agent de contrôle doit dresser un procès-verbal portant sur les vérifications et visites menées (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 19, III; D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 31 et 34*).

■ Contenu du procès-verbal

Ce procès-verbal mentionne :

- la **nature**, le **jour**, l'**heure** et le **lieu** des **vérifications** ou des contrôles effectués ;
- l'**objet** de la **mission** et les **agents** de contrôle ;
- les **personnes rencontrées** et, le cas échéant, leurs déclarations ;
- les **demandes** formulées par les agents de contrôle ;
- les éventuelles difficultés rencontrées.

Un **inventaire** des pièces et documents dont les agents de contrôle ont pris copie doit être **annexé** au procès-verbal.

À NOTER Si la visite n'a pas pu se dérouler, le procès-verbal doit mentionner les motifs qui ont empêché ou entravé le déroulement de la visite. Si l'employeur a fait valoir son droit d'opposition, les motifs invoqués à l'appui de l'opposition y sont mentionnés.

Lorsque les vérifications et visites sont effectuées sur place ou sur convocation, le **procès-verbal** est **dressé contradictoirement**. Il est signé par les agents ayant réalisé le contrôle et par le responsable des lieux ou son représentant. En cas d'audition, il est signé par l'agent de contrôle et la personne entendue. Il mentionne, le cas échéant, le refus ou l'absence de signature.

■ Notification du procès-verbal

Le procès-verbal doit être **notifié** au responsable des lieux et au responsable du traitement de données (l'employeur) **par lettre recommandée avec accusé de réception**.

À NOTER Si la visite a eu lieu sur autorisation du juge des libertés et de la détention, une copie du procès-verbal est adressée à ce dernier par le président de la Cnil (*D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 32*).

QUAND Y A-T-IL ENTRAVE À L'ACTION DE LA CNIL ?

Il y a entrave à l'action de la Commission nationale de l'informatique et des libertés lorsque la **personne contrôlée** :

- **s'oppose** à l'**exercice** des missions confiées aux membres de la Cnil ou aux agents de contrôle habilités, lorsque la visite a été autorisée par le juge des libertés et de la détention ;
- **refuse de communiquer** aux membres de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ou aux agents de contrôle les renseignements et documents

MISES EN DEMEURE PUBLIÉES PAR LA CNIL

Date	Motif de la mise en demeure
08/10/2018	Absence de consentement au traitement de données de géolocalisation à des fins de ciblage publicitaire (procédure close en février 2019 suite à mise en conformité)
04/12/2019	Garantie de la sécurité et de la durée de conservation des données personnelles collectées par les radars-tronçons
05/11/2019	Vidéosurveillance excessive des salariés (procédure close en avril 2020 suite à mise en conformité)
18/12/2019	Non-conformité du dispositif de vidéosurveillance
11/02/2020	Non-respect de certaines conditions de recueil du consentement concernant les données des compteurs communicants, et durée de conservation excessive des données

Source : www.cnil.fr

utiles à leur mission, dissimule ces documents ou renseignements, ou les fait disparaître ;

– communique des **informations** qui ne sont **pas conformes** au contenu des enregistrements, tel qu'il était au moment où la demande a été formulée, ou qui ne présentent pas ce contenu sous une forme directement accessible (*C. pén., art. 226-22-2*).

La personne commettant une entrave encourt un an d'emprisonnement et 15 000 € d'amende (*C. pén., art. 226-22-2*).

À NOTER Pour les personnes morales, l'amende encourue est quintuplée (*C. pén., art. 131-38*). Elles s'exposent également à une interdiction d'exercer une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales, ou encore à une fermeture définitive ou temporaire d'établissement ainsi que l'exclusion des marchés publics (*C. pén., art. 226-24*).

3 Suites données au contrôle

QUELLES PEUVENT ÊTRE LES SUITES DONNÉES À UN CONTRÔLE ?

Sur la base du procès-verbal dressé par les agents de contrôle, la Cnil va décider des suites qu'elle donne au contrôle :

– en l'**absence de manquements constatés**, la **procédure** est **clôturée** par un courrier du Président de la Cnil ;

– si des **manquements** sont constatés, mais sont **peu significatifs**, le président de la Cnil ajoute à son courrier de **clôture** des **observations** en vue d'une **régularisation** par la personne contrôlée ;

– en cas de **manquements plus significatifs**, la Cnil peut décider d'engager une procédure de **mise en demeure**, consistant à donner un délai au contrevenant, pour régulariser les manquements constatés (*v. ci-après*). Cette mise en demeure peut être rendue publique ;

– le cas échéant, la Cnil peut également décider de **transmettre** le dossier à la **formation restreinte** de la Cnil, qui a compétence pour prononcer des **sanctions** (*v. ci-après*).

À NOTER Comme les agents de contrôle de l'inspection du travail ou de l'Urssaf, les agents de contrôle de la Cnil doivent, dès lors qu'ils constatent un délit, notamment en matière de protection des données, en aviser le procureur de la République et lui transmettre tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs (*C. proc. pén., art. 40*).

EN QUOI CONSISTE LA PROCÉDURE DE MISE EN DEMEURE ?

La procédure de mise en demeure a pour **but** d'obtenir une **mise en conformité** auprès du contrevenant (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 20, II ; D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 38*).

Le président de la Cnil fixe, dans ce cas, un **délai** dans lequel la mise en conformité doit intervenir. Il peut s'agir :

– à la suite d'un contrôle, de mettre les opérations de traitement en conformité avec les dispositions applicables ;

L'AVERTISSEMENT

Le président de la Cnil a la possibilité, sans engager de procédure de mise en demeure ou de procédure de sanction, d'agir à titre préventif en notifiant un avertissement, lorsque les investigations de la commission permettent d'identifier que les opérations de traitement de données qu'un employeur envisage de mettre en place sont susceptibles de violer les règles issues du RGPD (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 20, I*).

– ou, à la demande des personnes concernées par un traitement, de satisfaire à une demande d'exercice des droits applicables en matière de protection des données ;

– ou, de rectifier, d'effacer des données à caractère personnel ou de limiter le traitement de ces données ;

– ou encore de communiquer à la personne concernée une violation de données à caractère personnel.

La mise en demeure précise le ou les manquements qui ont été constatés.

C'est le président de la Cnil qui fixe le délai dans lequel la mise en conformité doit intervenir. En principe, le délai **ne peut être inférieur à dix jours, et ne peut excéder six mois**. Il peut cependant être fixé à **24 heures** en cas d'**extrême urgence**. Le cas échéant, en cas de situation complexe, le délai peut faire l'objet d'un **renouvellement** dans les mêmes limites. Le délai court à compter de la réception par le contrevenant, de la mise en demeure, celle-ci étant adressée par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

Dès lors que la **mise en conformité** intervient **dans le délai fixé**, le président prononce la **clôture** de la **procédure** de mise en demeure.

En l'absence de mise en conformité, le président de la Cnil peut décider de saisir la formation restreinte en vue du prononcé d'une sanction (*v. ci-après*), sans qu'il soit nécessaire de procéder à un nouveau contrôle en vue d'apprécier l'existence de manquements à la date d'expiration du délai fixé par la mise en demeure (*CE, 6 juin 2018, n° 412589*).

À NOTER La Cnil peut rendre publiques les mises en demeure qu'elle prononce. Si c'est le cas, la clôture de la procédure de mise en demeure est également rendue publique.

QUELLES SANCTIONS LA CNIL PEUT-ELLE PRONONCER ?

Le **président** de la Cnil peut **saisir** la formation restreinte de la Cnil afin que celle-ci prononce une sanction (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 20, III*). Cette formation est composée de cinq membres et d'un président distinct du président de la Cnil. Elle peut prononcer différentes **sanctions** :

– un **rappel à l'ordre** ;

– une **injonction de mettre en conformité** le traitement avec les obligations résultant du RGPD, **ou de satisfaire aux demandes individuelles** d'exercice des droits issus du RGPD. Cette injonction peut être assortie d'une **astreinte** dont le montant ne peut pas dépasser 100 000 € par jour de retard. Le responsable du traitement doit alors justifier des éléments attestant qu'il s'est conformé à l'injonction. À défaut, la formation restreinte liquide l'astreinte et en fixe le montant définitif ;

- la **limitation** temporaire ou définitive du **traitement**, son **interdiction**, ou le **retrait** d'une **autorisation** de traitement accordée;
- un **retrait de certification**, ou une injonction faite à un organisme certificateur de refuser ou de retirer une certification;
- une **suspension** des **flux** de données adressées à un destinataire situé dans un **pays tiers** ou à une organisation internationale;
- une **suspension** partielle ou totale de la **décision d'approbation** des règles d'entreprise contraignantes;
- une **amende administrative** dont le montant maximum est de 10 millions d'euros ou, pour les entreprises, 2 % du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent, le plafond le plus élevé étant retenu. Ces plafonds peuvent être portés à 20 millions d'euros et 4 % du chiffre d'affaires notamment en cas de violation des principes de base d'un traitement, des droits dont bénéficient les personnes dont les données sont collectées, ou de non-respect d'une injonction. Le montant de l'amende administrative est fixé en fonction de la nature, de la gravité et de la durée des manquements, ainsi que du comportement du responsable du traitement: ainsi, la célérité d'un responsable de traitement pour apporter des mesures correctrices aux manquements constatés peut permettre d'obtenir une réduction du montant de l'amende (*CE, 17 avr. 2019, n° 422575*).

À NOTER Le prononcé d'une sanction par la Commission nationale de l'informatique et des libertés n'exclut pas, en cas d'infraction, que le juge pénal se prononce sur les mêmes faits ou sur des faits connexes. Dans ce cas, si la formation restreinte a déjà prononcé une amende administrative, le juge pénal peut ordonner que l'amende administrative s'impute sur le montant de l'amende pénale qu'il prononce (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 22*).

La formation restreinte peut également décider:

- de **rendre public** les mesures de **sanction** qu'elle prend. Elle doit dans ce cas préciser la durée du maintien en ligne de cette publication de manière non anonyme, en l'occurrence deux ans: à défaut, la sanction de publication est considérée comme excessive [*CE, 28 sept. 2016, n° 389448*; *CE, 19 juin 2017, n° 396050*];
- d'**ordonner** une **insertion** de ces mesures dans des publications, journaux et autres supports, aux frais des personnes sanctionnées;
- d'ordonner à l'**employeur** d'**informer individuellement** et à ses frais, **toutes les personnes concernées** par la violation des règles de protection des données personnelles et de la mesure de sanction prononcée (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 22*).

QUELLE EST LA PROCÉDURE APPLICABLE EN CAS DE SANCTION ?

Si le président de la Cnil saisit la formation restreinte en vue du prononcé d'une sanction, cela engage une procédure contradictoire (*L. n° 78-17 du 6 janvier 1978, art. 20, III et 22*; *D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 39 à 44*).

■ Établissement d'un rapport

Le président de la Cnil désigne une personne chargée d'établir un rapport, et en informe le responsable de traitement mis en cause. S'il l'estime utile, le **rapporteur** peut décider d'**entendre** le **responsable** du **traitement** dans le cadre de l'établissement de son rapport. Ce der-

nier peut se faire assister d'un conseil de son choix dans le cadre de cette audition qui doit être formalisée par un **procès-verbal**. Le rapporteur peut également entendre toute autre personne dont l'audition lui paraît utile.

Ce **rapport** est **notifié** au responsable du traitement (l'employeur) qui a la possibilité d'y répondre en déposant des **observations** auprès du rapporteur et de la formation restreinte dans un délai d'un **mois** suivant la réception du rapport. Dans ce cadre, il peut se faire représenter ou assister par un conseil de son choix. La notification du rapport doit préciser au responsable de traitement (l'employeur):

- le délai d'un mois dont il dispose pour déposer ses observations;
- les modalités suivant lesquelles il peut prendre connaissance et copie des pièces du dossier;
- la possibilité de se faire assister ou représenter par un conseil de son choix.

À réception des observations du responsable de traitement, le **rapporteur** dispose de **15 jours** pour y **répondre**. Cela ouvre un **nouveau délai de 15 jours** à l'employeur pour produire de **nouvelles observations** écrites. Passés ces délais, l'instruction est en principe close. Sauf report de **clôture** de l'instruction, l'employeur ne peut donc plus transmettre d'observations. Les observations transmises par l'employeur peuvent amener le rapporteur à modifier son rapport: cela fait alors de nouveau courir les délais d'un mois et deux fois 15 jours pour que chacun puisse contradictoirement présenter de nouvelles observations.

À NOTER Ces délais d'un mois et de 15 jours peuvent être prolongés à la demande du rapporteur ou de l'employeur, lorsque les circonstances ou la complexité du dossier le justifient.

■ Tenue d'une séance de la formation restreinte

Après **clôture** de l'**instruction**, le dossier est appelé à une **séance** de la **formation restreinte**. L'employeur reçoit une convocation au moins un mois avant la date fixée.

Le rapporteur a la possibilité de présenter des observations orales devant la formation restreinte. L'employeur peut également demander à être entendu, assisté de son conseil. La formation restreinte peut également demander à entendre toute personne dont elle estime l'audition utile.

Après que le commissaire du gouvernement a donné son avis sur l'affaire, l'employeur ou son conseil reprend la parole en dernier.

■ Notification de la décision

La **décision** de sanction prise par la formation restreinte **doit être motivée et énoncer les considérations de droit et de fait** sur lesquelles elle est fondée.

Elle est adressée au responsable de traitement par notification précisant les voies et délais de recours.

À NOTER Si la formation restreinte décide de publier la décision, elle peut le faire dès la notification de la sanction, sans qu'un recours puisse avoir d'effet suspensif sur cette publication.

QUELLE EST LA PROCÉDURE DE LIQUIDATION D'ASTREINTE LORSQU'UNE INJONCTION EST PRONONCÉE ?

La formation restreinte peut, lorsqu'elle prononce une **injonction**, assortir celle-ci d'une **astreinte** (*L. n° 78-17*

du 6 janvier 1978, art. 20, III; D. n° 2019-536 du 29 mai 2019, art. 44).

Lorsque tel est le cas, un **délai** est fixé au **responsable de traitement** (l'employeur) pour **transmettre** à la formation restreinte les **éléments attestant** qu'il s'est **conformé** à l'injonction qui a été prononcée.

S'il ne justifie pas de ces éléments ou le fait tardivement, la formation restreinte peut procéder à la **liquidation** de l'**astreinte**. Pour fixer le montant de l'astreinte, elle tient compte des éléments qui lui ont été, ou non, transmis, du comportement de l'employeur et des difficultés qu'il a éventuellement rencontrées, ce qui permet de prendre en considération toute cause étrangère aux capacités de mise en conformité qui pourrait expliquer une inexécution ou un retard d'exécution.

La liquidation de l'astreinte est **précédée** d'une **procédure écrite** au cours de laquelle la formation restreinte va d'abord transmettre à l'employeur les motifs de la

liquidation envisagée et son montant. Cela ouvre un délai de **15 jours** pendant lequel l'employeur peut transmettre ses **observations** écrites.

QUELLES SONT LES VOIES DE RECOURS CONTRE LES DÉCISIONS DE LA FORMATION RESTREINTE ?

La décision rendue par la formation restreinte de la Cnil peut faire l'objet d'un **recours** devant le **Conseil d'État** (CJA, art. R. 311-1). Le délai dans lequel le recours doit être formé est de **deux mois** à compter de la **notification** ou de la publication de la décision (CJA, art. R. 421-1). Ce recours n'étant pas suspensif, il peut s'avérer nécessaire d'envisager un **référé-suspension**, **en parallèle** du recours au fond (CJA, art. L. 521-1). Il faut pour cela justifier d'une **situation d'urgence**, ainsi que d'un moyen propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée.

SANCTIONS PRONONCÉES PAR LA CNIL EN 2019

Date	Nom ou type d'organisme	Manquements principaux / Thème	Décision adoptée
21/01/2019	Moteur de recherche	Manque de transparence, information insatisfaisante et absence de consentement valable	Sanction pécuniaire de 50 000 000 €
31/01/2019	Moteur de recherche	Déréférencement	Abandon des poursuites
31/01/2019	Société de gestion immobilière	Sécurité et durées de conservation des données personnelles	Abandon des poursuites
31/01/2019	Établissement public national à caractère administratif	Défaut de sécurité des données personnelles	Injonctions sous astreintes
28/05/2019	Société de gestion immobilière	Défaut de sécurité des données personnelles et non-respect des durées de conservation	Sanction pécuniaire de 400 000 €
13/06/2019	Société de traduction de documents	Données non adéquates et excessives, non-pertinence, information insatisfaisante, défaut de sécurité des données personnelles. Vidéosurveillance	Sanction pécuniaire de 20 000 € et injonction sous astreinte
18/07/2019	Société intermédiaire en assurance	Défaut de sécurité des données personnelles	Sanction pécuniaire de 180 000 €
10/10/2019	Société de photographies liées à la petite enfance	Non-respect du droit d'accès, non-respect du droit à l'effacement, défaut de sécurité et de confidentialité des données	Sanction pécuniaire et injonction sous astreinte
21/11/2019	Société d'installation d'équipements d'isolation	Non-adéquation, non-pertinence et caractère excessif des données, défaut d'information des personnes, non-respect du droit d'opposition, non-coopération avec l'autorité de contrôle, transfert non encadré de données hors de l'UE	Sanction pécuniaire de 500 000 € et injonction sous astreinte
30/12/2019	Société d'aide à domicile des personnes âgées et handicapées	Manquement au principe de limitation de la durée de conservation, défaut d'information des personnes, manquement à l'obligation d'assurer la sécurité des données traitées par un sous-traitant	Sanction pécuniaire et injonction sous astreinte

Source : Rapport d'activité annuel de la Cnil, publié le 9 juin 2020

PROCÉDURE SPÉCIALE EN CAS D'URGENCE

Le président de la Cnil peut mettre en œuvre une procédure d'urgence en cas d'atteinte à l'identité humaine, aux droits de l'homme, à la vie privée et aux libertés individuelles ou publiques [L. n°78-17, 6 janv. 1978, art. 21 ; D. n°2019-536, 29 mai 2019, art. 46]. Il saisit la formation restreinte en ce sens, qui peut adopter, à l'issue d'une procédure contradictoire, les mesures provisoires suivantes :

- interruption provisoire de la mise en œuvre du traitement, pour une durée maximale de trois mois ;
- limitation du traitement de certaines données personnelles traitées, pour une durée maximale de trois mois ;
- suspension provisoire de la certification délivrée au responsable de traitement ;
- suspension provisoire de l'agrément délivré à un organisme de certification, ou à un organisme chargé du respect d'un code de conduite ;
- suspension d'une autorisation de mise en œuvre d'un traitement ;
- injonction de mise en conformité du traitement, pouvant être assortie d'une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 000 € par jour de retard (sur la liquidation de l'astreinte, voir n°75) ;
- rappel à l'ordre.

La procédure contradictoire applicable est la même que celle préalable à la notification d'une sanction (voir n°74). Le délai dont dispose le responsable du traitement pour transmettre ses observations écrites à la formation restreinte est toutefois réduit à huit jours. Par ailleurs, la convocation du responsable du traitement (l'employeur) doit lui être notifiée au plus tard huit jours avant la date de son audition devant la formation restreinte.

Comme pour les décisions de sanction, la formation restreinte peut également décider :

- de rendre publique les mesures de sanction qu'elle prend ;
- d'ordonner une insertion de ces mesures dans des publications, journaux et autres supports, aux frais des personnes sanctionnées ;
- d'ordonner à l'employeur d'informer individuellement et à ses frais, toutes les personnes concernées par la violation des règles de protection des données personnelles et de la mesure de sanction prononcée [L. n°78-17, 6 janv. 1978, art. 22].

